Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 139 (1994)
Heft: 10

Artikel: L'avenir du Kossovo
Autor: Matic, Ljubomir
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345461

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'avenir du Kossovo

Par Ljubomir Matic

En mai dernier, le *Guardian* de Londres annonçait des conversations secrètes à Belgrade entre Albanais du Kossovo et hauts fonctionnaires serbes. La délégation albanaise se serait montrée «plus flexible». La presse de Belgrade a donné ensuite plus de détails. Les discussions avait eu lieu lors d'une réception donnée par le chargé d'affaires suisse. Du côté albanais, Vëton Suroi, l'un des fondateurs de l'«Alternative politique albanaise», et Garmend Pula, président du Comité d'Helsinki pour le Kossovo, du côté serbe, Mihajlo Markovic, vice-président du Parti socialiste de Serbie. Ce dernier, dans une déclaration du 4 juin, a démenti sa participation.

Amorce de discussions?

Les Albanais prétendent que Markovic a admis la politique répressive de la Serbie au Kossovo. De part et d'autre, on aurait reconnu l'existence d'intérêts légitimes des Serbes et des Albanais dans cette région. Il conviendrait donc que des représentants politiques des deux parties entament des discussions.

Ces informations suscitent des contreverses chez les Serbes et les Albanais. Les opposants à tout dialogue parlent de trahison, ce qui a vraisemblablement amené le démenti de Markovic. Pula, vu l'aura du Comité d'Helsinki, s'est montré plus ferme: «Bien que (...) nous nous soyons trouvés en butte aux attaques maladives de certains irréductibles (...), j'estime qu'il a valu la peine de se rencontrer (...) le dialogue est possible (...). Il faut insister, bien que Belgrade continue de s'y opposer, sur la présence d'une troisième partie qui (...) jouerait les arbitres.» Pour Pula, l'entrevue n'était pas un coup manqué. Certains opposants à Milosevic ont prétendu en effet que, du côté albanais, il n'y avait que des gens non représentatifs. Quoi qu'il en soit, il s'agissait d'établir le contact...

«La Serbie doit à tout prix dialoguer avec les Albanais du Kossovo», estime Desimir Tosic, membre du conseil politique du Parti démocrate, vu l'absence de toute autre solution. Les plans de la fin des années 1980 visant à ramener les Serbes au Kossovo [1], les crédits débloqués à cet effet n'étaient que des contes pour enfants. (...) Nous n'avons aucune chance là-bas, si ce n'est de sauver ce qui peut encore l'être.»

Le poids de l'histoire

Pour qui connaît l'histoire de ces régions, la justesse de la remarque saute aux yeux. A partir du XIVe siècle, les Serbes, qui peuplaient massivement le Kossovo, cœur de l'Etat serbe, perdent graduellement leur position majoritaire. La conversion des Albanais à l'Islam, après la conquête ottomane des Balkans dans les premières décennies du XVe siècle, et les massacres vont contraindre les Serbes à l'exil.

Jusqu'à la première guerre balkanique en 1912, tous les Albanais vivaient dans l'Empire ottoman. Au début du siècle, *Les Lettres consulaires* de Milan Rakic, consul de Serbie à Prishtina et poète connu, évoquent des attaques quotidiennes au Kossovo contre les Serbes, des extorsions de biens, des spoliations de terres, des viols, des meurtres que les autorités ottomanes n'étaient pas disposées à empêcher. Cette «stratégie» entraîne la fuite des Serbes du Kossovo. C'est aussi de cette époque que date l'établissement des Albanais dans la Macédoine occidentale et au Monténégro méridional.

[1] *Qui s'en étaient allés, surtout à partir des années 1960, sous la contrainte des séparatistes albanais utilisant une tactique vérifiée en Irlande du Nord.*

A l'effondrement de l'empire ottoman, les quatre Etats vainqueurs, soit la Serbie, le Monténégro, la Grèce et la Bulgarie, se partagent la partie balkanique de son territoire. Sous la pression austro-hongroise, un Etat albanais indépendant est créé, dans le but de couper à la Serbie ses débouchés sur la Mer adriatique. Il y a donc des Albanais en Grèce, en Serbie et au Monténégro, qui ne cessent de réclamer leur rattachement à l'Albanie. Durant l'entre-deux-guerres, on va tenter de ramener des Serbes au Kossovo, mais le résultat reste maigre, car déjà les moyens financiers font défaut.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la majeure partie du Kossovo se trouve rattachée à l'Albanie, elle-même sous protectorat de l'Italie fasciste. Les Serbes souffrent de nouveau. Après 1945, Tito, qui cherche à se rapprocher d'Enver Hoxha et à affaiblir la Serbie, interdit le retour des Serbes sur leurs terres kossoviennes, tandis que le Kossovo devient progressivement une république fédérée. La situation se complique à cause du statut de république fédérée donnée à la Macédoine qui, jusqu'alors faisait partie de la Serbie. Par l'accession de la Macédoine[2] à l'indépendance lors de la désintégration de la Yougoslavie, le problème s'aggrave encore, les Albanais se trouvant disséminés dans cinq Etats: la Serbie, le Monténégro, la Macédoine ex-yougoslave, la Grèce et l'Albanie.

La pression des Kossovars sur les Serbes augmente parallèlement avec la consolidation de l'autonomie de la région; elle culmine lors des désordres de 1981. La presse, comme *Les Lettres consulaires* trois quarts de siècle plus tôt, évoque les meurtres, les viols, l'usurpation des propriétés serbes. S'y greffe un paramètre nouveau: les moyens financiers des Albanais qui rachètent, de force mais au prix fort, les fermes de Serbes qui, les poches pleines, vont s'installer en Serbie. Il ne faut pas oublier que Milosevic s'est imposé avec la promesse de protéger les Serbes au Kossovo, partie intégrante du patrimoine serbe.

Que peut-on encore sauver?

Les Serbes, que peuvent-ils encore sauver au Kossovo? Son maintien dans le giron serbe, moyennant la restauration de son autonomie? C'est la solution que prônent Jonathan Moore du Département d'Etat américain et Douglas Hogg, numéro deux du Foreign Office britannique, qui s'exprimait au nom de l'Union Européenne. Au niveau international, une sécession du Kossovo est jugée inacceptable, la solution pouvant être une autonomie similaire à celle prévue dans la Constitution yougoslave de 1974.

Milosevic aurait admis une autonomie, cela il ne l'a jamais démenti. Il s'agit peut-être d'une tentative de prendre une longueur d'avance et de s'acquérir des sympathies à l'étranger, à la veille de pourparlers avec les Albanais. Reste à savoir si Milosevic se réfère à l'autonomie ressortant de la Constitution de 1974 (le Kossovo jouit d'un statut de république fédérée), ou à une autonomie limitée. Une solution de ce type dépend de deux conditions. Ses partisans, qui sont avant tout les pays occidentaux, s'en tiendront-ils à ce principe? Rien ne prouve la «ferme opposition occidentale» à la sécession du Kossovo. Les manœuvres contradictoires et irrationnelles des Etats occidentaux au cours de la crise yougoslave, ainsi que leurs conflits d'intérêts donnent à penser qu'ils peuvent à tout moment changer leur fusil d'épaule.

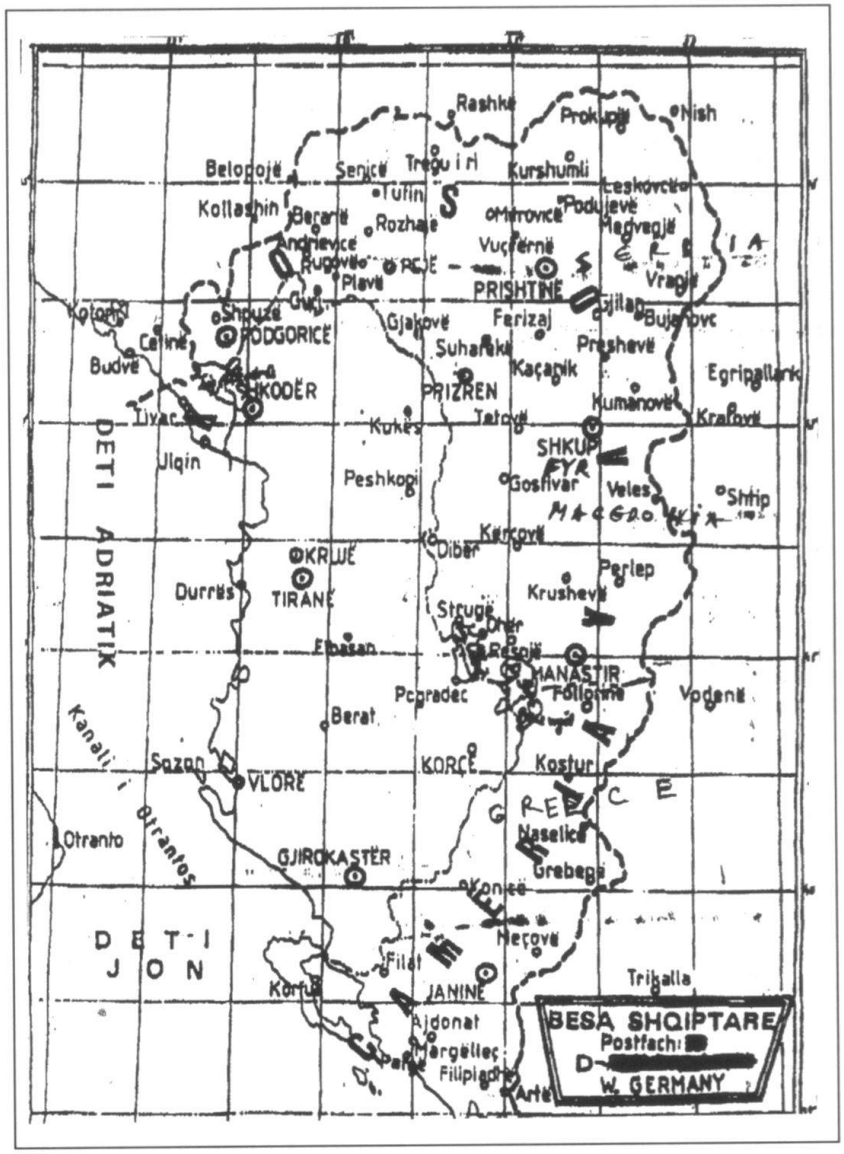
Milosevic et les leaders kossoviens seront-ils en mesure de faire publiquement marche arrière? Effectivement, un Kossovo autonome améliorerait la sécurité et la paix dans les Balkans. En revanche, une sécession amènerait la revendication de l'union de tous les Albanais et mettrait sur le tapis la question d'une «Grande Albanie», ce qui déclencherait sans doute de nouveaux conflits dans les

[2] *Selon la terminologie de l'ONU, Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), à cause du refus de la Grèce de voir la Macédoine s'arroger le nom et les emblèmes d'une partie de son Etat.*

Balkans, avec des conséquences pour la stabilité en Europe.

Les objectifs des parties en présence

Lors d'une récente assemblée, le Parti d'action démocratique[3] regroupant les Albanais peuplant trois communes du Sud de la Serbie, situées hors du territoire kossovien, insistait sur «l'intégration politique, économique et culturelle panalbanaise» et revendiquait la «constitution de l'espace démocratique albanais dans les Balkans». Le leader politique kossovar, Ibrahim Rugova, lutte pour «le corps étatique des Albanais en Macédoine» et parle de «l'espace albanais au sens politique». L'aile extrémiste du Parti albanais de la prospérité, active en Macédoine ex-yougoslave, estime que la position des Albanais n'y est pas meilleure que celle régnant au Kossovo: «Nous ne sommes qu'un ou deux pour cent[4] dans la magistrature, l'armée, la police, parmi les directeurs d'entreprises d'Etat; nous n'avons pas d'université enseignant en notre langue», déclare Menduh Taçi.



Carte de la «Grande Albanie» distribuée le printemps passé parmi les émigrés albanais en Belgique et en Hollande. De facture grossière, ce qui peut avoir été intentionnel, elle simule l'ouvrage «d'un patriote albanais de moindre instruction». Elle doit inciter ses destinataires à revendiquer l'union nationale.

A un journaliste lui faisant remarquer qu'à la différence du Kossovo, on ne voit pas de blindés dans les rues de Tetovo (ville de Macédoine occidentale où la population albanaise domine), Taçi rétorque: «C'est parce que l'armée macédonienne n'en possède pas!». Sa description de la situation «lamentable» des Albanais confirme son intention de déstabiliser la Macédoine. Les autorités de Skopje ont par ailleurs découvert que la police de Tetovo délivrait à des Albanais déposant leurs papiers en Macé-

[3] *Partija za demokratsko delovanje (PAD) qui, bien que sa dénomination soit la même en français, n'est pas le SDA (Stranka demokratske akcije) des Musulmans de Bosnie, dirigé par Alija Izetbegovic.*

[4] *Les Albanais constituent un quart de la population de l'ARYM.*

doine des documents d'état-civil portant la mention de leur naissance dans l'«Etat du Kossovo» et même dans l'«Etat de Voïvodine».

Le Britannique James Gow du King's College voit une détérioration de la situation en Macédoine: «Il existe des problèmes entre les populations albanaise et macédonienne. Même si rien ne se passe au Kossovo, la désintégration en Macédoine risque de conduire à des déchaînements de violence, peut-être pas comme en Bosnie, mais comme en Irlande du Nord.» L'autonomie du Kossovo pourrait atténuer les tensions entre une population albanaise majoritaire et un gouvernement serbe qui refuse d'abandonner ce territoire. Les Serbes n'initieront pas un conflit au Kossovo, car ils désirent à tout prix un accord. Belgrade ne tient pas à prendre des risques supplémentaires en s'opposant à la communauté internationale.

La volonté de Milosevic d'accorder une autonomie au Kossovo semble réelle. Outre l'impossibilité de ramener les Serbes au Kossovo, d'autres facteurs plaident en faveur de cette hypothèse. L'action de Belgrade au Kossovo se résume à une pression policière qui ne peut durer indéfiniment. Elle ne mène à aucune solution valable. Vu le taux de natalité extrêmement élevé des Albanais (jusqu'à 30%), la bataille démographique est perdue. Au Kossovo, les Serbes ne forment plus que le 10% de la population. Les mesures de réinstallation en cours ne visent qu'à établir quelques dizaines de familles serbes ayant fui la Bosnie et la Croatie, mais elles provoquent déjà les protestations des Albanais.

Les Kossovars sont devenus financièrement plus forts. Environ 90% du capital, au Kossovo, se trouve sous le contrôle de leurs sociétés privées qui, bon gré mal gré, financent le pouvoir albanais parallèle, la «République du Kossovo». Il s'agit d'un énorme brassage de numéraire provenant d'opérations mafieuses et criminelles, en particulier de trafics d'armes et de drogue (un problème qui se pose aussi aux autorités suisses), du commerce de produits pétroliers importés malgré l'embargo international.

La «République du Kossovo»

Les Kossovars, par la résistance passive, empêchent l'Etat serbe de fonctionner sur leur territoire. Les écoles ont été désertées pour des raisons qui sont peu connues. Les autorités serbes exigent en effet que, dans les écoles albanaises, on applique le programme unifié de la République, complété par l'enseignement de la littérature et de l'histoire du peuple albanais, l'albanais étant la langue utilisée dans tous les cours. Les Albanais le refusent parce qu'ils ne reconnaissent pas la République de Serbie, donc les programmes scolaires de celle-ci.

Des écoles de fortune ont été ouvertes dans des logements ou autres locaux privés; leurs cours respectent les plans d'étude de l'Albanie voisine. Ces écoles, mal équipées, ressemblent davantage aux «mektebs»[5] turques du siècle passé qu'à des établissements d'enseignements modernes; elles lèsent ceux qu'elles sont censées instruire et promouvoir. La récente offre des autorités serbes de reconnaître ces écoles et d'en assumer le financement est restée sans écho.

On revit dans ce domaine ce qui s'est passé jusqu'aux soulèvements de 1981. L'Université de Prishtina dénombrait alors 26 000 étudiants. Au nom de l'idée nationale albanaise, on donnait à n'importe qui diplômes et grades académiques, ce qui créa une masse de faux intellectuels et d'«experts» incapables qui ne pouvaient briguer aucun emploi en Croatie, en Slovénie et en Serbie. D'autre part, une formation faite uniquement en albanais, une langue qui ne sert que sur un marché du travail limité, est pénalisante, d'autant plus qu'on encourageait la fréquentation des cours d'albanologie pour élever la conscience nationale, d'où un gros excédent d'albanologues sans débouchés au Kossovo, en Yougoslavie et à l'étranger. Actuellement, les écoles al-

[5] *Ecoles élémentaires à caractère confessionnel ne donnant que des connaissances rudimentaires.*

banaises dispensent un enseignement propre à fermer à leurs élèves la porte de la société moderne.

En fait, un pouvoir parallèle est installé au Kossovo, qui fonctionne hors de tout contrôle. Ibrahim Rugova agit en toute liberté, dirige son parti, l'Alliance démocratique du Kossovo, tient des conférences de presse, reçoit des politiciens étrangers et voyage à l'étranger, malgré une élection illégale à la présidence d'une prétendue «République du Kossovo».

Le léger accroissement, ces derniers temps, de la reconnaissance par la population albanaise, des pouvoirs de la République de Serbie au Kossovo ne s'explique pas par la répression policière, mais par le fait que la communauté internationale refuse d'admettre une sécession kossovienne et, dans une moindre mesure, par les carences de l'organisation para-étatique kossovienne dont la politique sociale reste inexistante. La population albanaise recourt donc aux services sanitaires serbes.

Solution en vue?

Si Milosevic concédait au Kossovo l'autonomie dont la région jouissait dans la Constitution yougoslave de 1974, les leaders albanais ne l'accepteraient pas sans contraintes étrangères. Lorsque le Kossovo avait le statut d'une république fédérée, ils étaient mécontents de la situation. Pourquoi seraient-ils maintenant disposés à se satisfaire d'une autonomie vraisemblablement moins large? Hidajet Hyseni, membre du comité directeur de l'Alliance démocratique de Rugo-va, ne prétend-il pas que la majorité des Albanais pensent qu'il faut, vu la situation au Kossovo et dans les Balkans, éviter des conflits comme en Bosnie et rechercher une solution de compromis, c'est-à-dire une république indépendante du Kossovo. Selon lui, la politique serbe, s'efforçant de retenir à tout prix le Kossovo «met en péril la cause serbe elle-même, parce que la Serbie perd ainsi des chances de résoudre sa propre question nationale, en particulier le problème des Serbes en Croatie.»

Les Serbes, en relâchant la pression au Kossovo renforceraient-ils leur position en Croatie? Leurs frères de Croatie recherchent une union avec la Serbie, que personne n'admet à l'étranger. Belgrade, se montrerait très naïf en croyant Hyseni. En fait, les intérêts albanais et serbes restent opposés. La solution dépendra donc de l'étranger et des pressions exercées sur les deux parties.

Certains indices indiquent que le blocus de la Serbie et du Monténégro ne sera pas levé, tant que la paix en Croatie et l'autonomie du Kossovo n'auront pas été obtenues. Au départ, l'embargo était motivé par la volonté de châtier la Serbie et le Monténégro à cause de l'aide militaire qu'ils fournissaient aux Serbes de Bosnie-Herzégovine, sans qu'on mentionne la Croatie et le Kossovo. Belgrade peut protester contre ces nouvelles exigences, mais il ne peut rien faire d'autre. Au niveau international, use-t-on aussi de contrainte envers les Albanais? Si tel n'était pas le cas, rien ne les inciterait à plus de souplesse dans les négociations avec les Serbes.

Une poursuite des pourparlers dépend de ces manœuvres de coulisses. Pour que les négociations progressent, les deux parties devraient créer un climat plus favorable, en renonçant aux propos immodérés; cela vaut particulièrement pour les Albanais. Sinon les opinions publiques, d'un côté comme de l'autre, ne seront pas préparées à admettre des solutions réalistes qui ne sont d'ailleurs pas encore mises au point. Jusqu'à l'issue des négociations, il faudrait que se maintienne un délicat équilibre entre la répression serbe et la résistance passive albanaise. La vraie question est de savoir si les Albanais éprouveront un sentiment de «ras-le-bol» ou si les forces paramilitaires serbes dans cette zone ne seront pas l'étincelle qui provoquera un conflit.

L. M.